

Une croissance qui mène à la déraison: Réveillons-nous!

Chers participants et participantes,

L'Aide suisse au développement (DDC, SECO, Sifem SA)* va une fois encore

vous régaler par son buffet et ses informations. Les succès de la coopération suisse au développement vous sont présentés sous leur meilleur jour. **MAIS:**

notre aide respecte-t-elle vraiment les besoins des plus faibles sur notre planète? Quelques réflexions s'imposent:

- Selon le Tages-Anzeiger du 11.7.2014, la Sifem SA joue avec nos millions d'impôts. La pauvreté ne doit être combattue qu'avec la croissance du PIB, qui par ailleurs doit également réaliser plus de 8% de bénéfice pour nous... Les investissements se font prioritairement dans les grands groupes industriels et les produits financiers plutôt que dans les petites entreprises implantées dans les pays pauvres. Et c'est l'ancien chef du SECO, aujourd'hui entre autres membre du Conseil d'administration du Crédit Suisse, J.D. Gerber, qui tire les ficelles.
- Le SECO recherche avant tout la croissance du PIB** sans considération pour les droits humains (libre-échange avec la Chine ; exportation d'armes vers l'Arabie saoudite).
- La Constitution fédérale prescrit depuis 1976 à la DDC de veiller à l'équilibre écologique ET démographique! (Art. 5^e). Depuis 1976, les nuisances environnementales ont augmenté de façon dramatique dans les pays soutenus prioritairement par la DDC. Le droit fondamental à une planification familiale volontaire n'est toujours pas sérieusement respecté. C'est pour cette raison que selon l'ONU on compte 80 millions de grossesses non désirées par année !

C'est ainsi que la pauvreté augmente au lieu de diminuer... → ./.

* **DDC** = Direction du développement et de la coopération; **SECO** = Secrétariat d'Etat à l'économie (de croissance) : **Sifem SA** = Swiss Investment Fund for Emerging Markets société anonyme

****PIB** = Produit intérieur brut: en plus de la consommation, le PIB inclut également les accidents, les maladies, l'agrochimie, la guerre (production du matériel de guerre), les drogues, etc.

Le **PIB** ne fournit que peu d'informations sur la qualité de vie !



Voilà pourquoi nous exigeons que l'argent de nos impôts soit investi de façon efficace pour les plus pauvres. Et voici ce que nous préconisons :

- **Supprimer la Sifem SA.** Cette mesure libérera 500 millions de Frs pour de véritables objectifs de développement (loi et constitution).
- **Mettre si possible à disposition de TOUTES les populations une planification familiale volontaire.**
→ **Votez OUI à l'initiative ECOPOP du 30 novembre**
- **Placer la QUALITE DE VIE au centre de nos préoccupations et non une croissance aveugle du PIB.**

Avec nos remerciements pour votre intérêt à un vrai développement durable:

Benno Büeler, Alec Gagneux, Thomas Minder, Andreas Thommen, Anne-Marie Rey au nom d'ecopop.ch.

L'initiative ECOPOP demande que 10% du budget de l'aide au développement (DDC) soient investis dans la planification familiale volontaire. En 2009, **Liliane Maury Pasquier, Simonetta Sommaruga** (Conseillères aux Etats, parti socialiste) et **Yvonne Gilli** (Conseillère nationale, parti des Verts) ont demandé à réserver 10% pour la santé reproductive. A l'époque, la DDC n'a rien trouvé à redire à cette revendication.

Aujourd'hui, la direction de la DDC refuse de réserver 10% pour le **droit de l'homme à la planification familiale**, bien que sur un plan mondial, 440 millions d'individus ne disposent **d'aucun** moyen contraceptif et d'aucune information – alors même qu'ils le souhaiteraient! Les 60% des fonds de la DDC qui momentanément restent en Suisse (interpellation 70.30.34) pourraient donc être réduits à 50%, ou moins encore, pour répondre à cette demande de 10%. Les montants libérés par la Sifem SA constituent également un bon début pour investir dans la **qualité de vie** plutôt que dans les spéculations boursières.

Les pays prioritaires pour la DDC sont entre autres le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Selon l'ONU, ces pays doublent leur population en 20 ans! Nicolas Randin, le coordinateur de la DDC pour ces pays, a déclaré le 13.7.2012 au Tages-Anzeiger:

« L'explosion démographique menace tout le travail de développement. »